

économique régionale prétend que par l'octroi de subventions, il crée de l'emploi, je dis que ce n'est pas réparti proportionnellement dans toute la province, puisque plusieurs circonscriptions du bas du fleuve et de la rive nord n'ont rien reçu.

Nous avons fait des instances. A Sacré-Cœur, dans ma circonscription, une usine de cartonnerie a été établie par l'UCC et les cultivateurs y ont investi des sommes importantes se chiffrant à plusieurs milliers de dollars. On a besoin de l'aide du gouvernement; on a besoin de quelques millions de dollars du gouvernement. On a fait appel à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale. On nous renvoie à Québec pour savoir si le gouvernement du Québec va accepter le projet. Cette cartonnerie, à Sacré-Cœur, pourrait donner de l'emploi à environ 1,500 personnes.

Qu'a-t-on fait des subventions du ministère de l'Expansion économique régionale? Il est évident qu'elles ont contribué à aider certaines industries, mais est-ce qu'on a créé un aussi grand nombre d'emplois qu'on le désirait? Est-ce que les chômeurs en ont profité au maximum? On l'a dit aujourd'hui: L'automation, la technologie a fait son entrée sur le marché du travail. Il faut trouver des formules pour aider directement le travailleur à se trouver de l'emploi. C'est le défi que le Parlement et surtout le gouvernement doivent relever, étant donné la situation tragique dans laquelle nous nous trouvons présentement.

Monsieur l'Orateur, on doit faire du recyclage une sélection plus complète. On perd beaucoup d'argent dans ma circonscription et dans plusieurs autres de la province de Québec, lorsqu'il s'agit du recyclage de la main-d'œuvre.

Dans ma circonscription, des ménagères suivent des cours de 7^e année pour recevoir, évidemment, un salaire de \$60 par semaine. Une ménagère engage une gardienne à \$15 par semaine pour surveiller les enfants. Elle gagne \$60 par semaine pour se recycler. Pourquoi se recycle-t-elle?

• (5.30 p.m.)

Les cours de recyclage doivent effectuer une sélection plus sévère, afin que l'argent des contribuables ne soit pas perdu d'une façon aussi scandaleuse.

Monsieur l'Orateur, la politique d'emploi et de lutte contre le chômage du gouvernement actuel a échoué. On a élaboré tout de go une politique à long terme. Que fait-on? Est-ce qu'on est allé consulter les conseils économiques et les Chambres de commerce de chaque région? Ces gens-là, monsieur l'Orateur, ont étudié la situation sous tous ses angles. Ils passent des heures à étudier la situation économique de leur milieu, et ils trouvent des solutions aux problèmes de leur milieu. Le ministre de l'Expansion économique régionale et le ministère du Travail devraient envoyer une équipe volante rencontrer immédiatement les responsables de ces conseils économiques régionaux, ainsi que les Chambres de commerce, afin de leur demander quels projets on pourrait réaliser en vue de pallier au chômage au pays, surtout au Québec.

Monsieur l'Orateur, un autre moyen serait de demander au gouvernement actuel s'il désire vraiment lutter contre le chômage. Il faudrait immédiatement demander la tenue d'une conférence fédérale-provinciale sur les problèmes du chômage, à laquelle les municipalités pour-

raient assister afin de trouver des solutions à ce problème aigu. Lorsqu'il y a eu urgence au Québec, on a pris des mesures d'urgence. Or, il y a urgence actuellement dans le domaine du chômage et le gouvernement doit, à mon avis, prendre les moyens à sa disposition pour tâcher de corriger la situation.

Si, malgré toutes les suggestions que nous avons faites, monsieur l'Orateur, le gouvernement refuse de prendre des décisions rapides, urgentes, efficaces, en vue de lutter contre le chômage, ce sera l'indication que ce gouvernement n'était pas sincère, lorsqu'il parlait de la guerre à la pauvreté, que le slogan de la «société juste» du premier ministre n'était qu'un trompe-l'œil et que le gouvernement n'était pas disposé à passer à l'action.

Je dirai, en terminant mes remarques, que si l'on ne prend pas les mesures nécessaires pour régler ce problème, le gouvernement sera jugé très sévèrement lorsqu'il sera appelé à rendre des comptes à la population canadienne.

[Traduction]

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, c'est un euphémisme que de dire que le moment est venu pour nous d'abandonner nos politiques restrictives pour passer à une politique expansionniste. Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances (M. Benson) notait avec plaisir à quel point le Canada était parvenu à limiter l'inflation. Peut-être y avons-nous trop bien réussi.

Vu l'envergure relativement limitée de notre économie, qui dépend du commerce extérieur plus que tout autre pays, nous ne pouvons nous permettre un taux d'inflation supérieur à celui de nos partenaires, ce qui rendrait nos produits non concurrentiels. D'un autre côté, il n'est pas bon pour nous de n'avoir aucune inflation quand celle-ci est si considérable dans les pays qui sont nos fournisseurs et nos clients. Si notre inflation était nulle ou augmentait à un rythme bien moindre que celui de ces pays, on s'apercevrait, et particulièrement dans le cas des rentrées de capitaux à long terme que le Canada attire généralement, que les pressions que subirait notre balance des paiements feraient monter la valeur du dollar. Nous subirions ainsi autant de dommages que ceux qu'entraînerait une montée des prix. La solidité de notre dollar, dont est si fier le ministre, peut causer autant de difficultés que l'inflation elle-même. C'est l'argument, par exemple, des industries des pâtes et papier.

Notre objectif, selon moi, est de ne réussir seulement qu'un peu mieux que les autres. C'est assez facile à dire, mais pour cela, notre politique doit viser un objectif mobile dont on ne peut que deviner la vitesse de déplacement et qu'il faut se fixer bien à l'avance. Ceci démontre combien il est difficile de formuler des politiques de stabilité des prix. Chacun sait que les politiques de stabilité fiscales et monétaires que nous avons poursuivies ont eu des répercussions sur notre croissance économique et sur le niveau d'emploi et que les résultats des politiques gouvernementales ont parfois été inacceptables, surtout si l'on considère les répercussions régionales.

Il est trop simple et trop risqué de se concentrer sur un seul objectif économique à la fois. Lorsque le ministre des Finances évalue le comportement de l'économie et fait ses recommandations périodiques, il devrait le faire en considérant plusieurs objectifs et non pas un seul. Ces objectifs importants comprennent, notamment, le plein